

Avis adopté

Séance plénière du 24 mai 2023

Quels besoins de gouvernance pour les différents usages de la biomasse ?

Déclaration du groupe CGT

La gestion et les usages de la biomasse sont au cœur des défis pour préserver la capacité productive des sols, la biodiversité et l'eau, valoriser les ressources, répondre aux besoins alimentaires et énergétiques de demain.

Nous partageons globalement les préconisations de l'avis regroupées autour de 4 priorités, avec les commentaires suivants.

La France, déjà condamnée pour inaction climatique a reçu un nouvel ultimatum du Conseil d'État qui exige la prise de mesures supplémentaires d'ici un an pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Alors que notre pays brûle, il est urgent que l'exécutif traduise l'urgence climatique dans ces choix politiques. Il s'agit bien d'opérer un basculement historique d'un modèle de société basé sur la production et la consommation de masse vers un modèle axé sur la sobriété, économe en ressources et en énergie. Aux logiques libérales sous-tendant les accords d'importation et d'exportation doivent succéder celles de la durabilité des ressources, de la souveraineté et de la justice sociale.

Le rôle et le fonctionnement de nombreux services publics nationaux ou en territoire sont évoqués (expertise, formation, gouvernance). L'avis aurait pu également insister sur le besoin de les doter de moyens budgétaires et d'agents publics qualifiés et reconnus pour accomplir leurs nombreuses missions, ce qui s'avère incompatible avec les politiques d'austérité budgétaires mises en place en Europe et en France.

Si l'avis mentionne le besoin de soutenir une économie fondée sur exploitation durable des ressources disponibles (élevage, production alimentaire, exploitation du bois, énergie) nous appelons à y inclure un volet social. Par ailleurs, le principe de conditionnalité des aides publiques doit s'appliquer et faire l'objet d'une évaluation.

Dans son ensemble l'avis dit peu des besoins de justice sociale et ne mentionne jamais la représentation des salariés des secteurs concernés ni n'évoque leur représentation dans la gouvernance.

Nous partageons le besoin d'un corpus législatif et réglementaire plus contraignant et de stratégies mieux déployées à tous les niveaux. Ce sont des leviers puissants pour répondre à l'urgence d'agir.